

L'honneur et le profit ne couchent pas
dans le même lit.

(Miguel de Cervantès)

AVANCER ENSEMBLE

Journal des communistes
de
Villabé

Avril 2015

URGENCE !

Il est certain que si rien de nouveau ne se passe à gauche, les inquiétants phénomènes électoraux issus des élections départementales, après ceux des municipales et des européennes, se reproduiront et s'amplifieront. Nous en appelons donc au débat et à l'action pour que le couple Hollande-Valls cesse ce cynisme consistant, défaite après défaite, à expliquer qu'il mène la seule et meilleure politique possible.

Celle qui accroît mois après mois le chômage, la précarité et taillade le pouvoir d'achat des familles populaires, alors qu'elle permet aux actionnaires d'empocher d'énormes dividendes, issus des profits des grandes multinationales. Au lieu de porter un projet de justice et de progrès social, voici que le premier ministre veut encore précariser plus le travail avec son projet de contrat unique. C'est avec cette logique qu'il faut rompre d'urgence !

Refuser de s'y engager continuerait à élargir le lit d'une droite de plus en plus arrogante et réactionnaire qui veut aller encore plus loin en ce sens et d'une extrême droite surfant sur le désespoir et la division de la société. Assez de cette surdité au sommet de l'Etat qui, non content d'avoir trahi les engagements de la campagne présidentielle, veut pousser plus avant les feux d'un libéralisme qui

ne mène qu'à l'impasse et peut engager le pays dans le scénario du pire.

Qu'on ne compte pas sur nous pour favoriser le scénario dont rêve l'extrême droite. Mais ce n'est pas l'appel permanent à l'unité sans contenu, qui n'est qu'une manière d'imposer l'alignement derrière l'exécutif, qui nous permettra d'y parvenir. Certes la désunion est un lourd handicap.

Qu'on ne compte pas sur nous pour favoriser le scénario dont rêve l'extrême-droite

Mais c'est précisément parce qu'il a été décidé à l'Elysée et à Matignon qu'il n'y aurait pas de débat sur une autre politique que nous en sommes là.

Continuer à raisonner ainsi revient à abandonner définitivement les classes populaires et les jeunes laissés dans le désarroi. Il faut donc en finir avec les contre-réformes régressives et lancer vite le débat sur de nouvelles réformes de progrès, visant à améliorer le sort des travailleurs, des plus défavorisés, des jeunes et des retraités tout en promouvant un nouveau type de développe-

ment humain durable. Il s'agit de fédérer la société et non plus la diviser en désignant des boucs émissaires, responsables des difficultés. La voisine, l'étranger ou la personne de confession musulmane ne sont pas la cause des difficultés. La responsabilité en incombe à la loi de l'argent-roi qui domine tout, écrase tout, fracture et précarise les vies personnelles et collectives. La mal vie prend sa source dans l'inégale répartition des richesses, dans le pillage et l'exploitation du travail, le mépris des humbles, quand l'élite liée à l'oligarchie s'accapare tout et dicte ses lois contre l'intérêt général.

Une nouvelle période politique et sociale, inquiétante à beaucoup d'égards, avec une droite et une extrême droite dominantes, commence. Face au danger, les citoyens progressistes, de toutes tendances, doivent se parler, agir ensemble et se solidariser pour chercher des réponses neuves, adaptées aux conditions de notre temps, afin que revive une gauche sociale, politique et écologique, utile, combative, populaire, efficace. Cela peut constituer le ciment d'une nouvelle unité populaire pour un nouveau progressisme. C'est l'urgence. C'est indispensable !

Extrait de *L'Humanité*
Patrick Le Hyaric,
député européen

DEPARTEMENTALES : TOUT DIRE POUR NOTRE CANTON

Comme dans toute la France, notre canton « nouvelle mouture » n'a pas échappé au sens général des élections départementales (voir édito). A Villabé, 50 % des inscrits se sont abstenus et, pour ceux qui se sont dérangés, leurs suffrages se sont portés en majorité sur la droite et l'extrême-droite.

La division de la gauche l'a empêché d'être présente au second tour. Alors que les deux conseillers sortants, Bruno Piriou et Carlos Da Silva, se positionnaient tous deux comme des candidats de la majorité départementale et qu'ils jouissaient chacun d'un succès aux précédents scrutins cantonaux, les voici tous deux éliminés. Ils n'ont pas échappé à la déferlante droite-extrême droite, sanction du Parti socialiste, abstentionnisme de protestation du premier tour !

Mais, certains socialistes et écologistes (tendance Picard), veulent expliquer l'échec enregistré par la seule « division à gauche ». Ils connaissent pourtant la difficulté à se présenter en commun alors même que les positions politiques essentielles vis-à-vis de la politique du gouvernement sont à l'opposé et que se retrouver dans « le même sac » risquait de n'être ni compris, ni approuvé. Afin d'éclairer la situation, nous reproduisons ci-dessous les grandes lignes d'un article paru dans *Médiapart* (*) :

Il faut remonter en arrière. Lors de la dernière élection municipale à Corbeil, Carlos Da Silva a fomenté une longue mise en scène accusant Bruno Piriou de l'avoir bousculé ; il portera plainte... puis la retirera ! Après le premier tour du scrutin, la liste conduite par Bruno Piriou étant arrivée en tête, la liste socialiste accepte de fusionner mais Carlos Da Silva exigera d'être rétrogradé à la 31^e place, quant à la première femme socialiste, Mme Bacon, elle jettera l'éponge refusant de travailler avec

Bruno Piriou ! Dans ce contexte le report des voix socialistes sera insuffisant pour que la liste d'union de la gauche puisse l'emporter.

Les répercussions sur l'élection départementale se sont naturellement fait sentir. Dès le début de la campagne, l'attaché parlementaire de Carlos Da Silva, Laurent Chartier, traite, via les réseaux sociaux, Bruno Piriou « d'idiot et d'abruti » ! Malgré cela, un accord tente d'être mis en place afin de constituer un rassemblement capable de l'emporter. M. Da Silva, qui après ses quatre échecs aux municipales, décide de briguer les régionales, se désiste et nomme Mme Dugault, élue municipale socialiste, comme candidate pour le binôme avec B. Piriou.

Mais là encore : coup de théâtre, le secrétaire de la section socialiste retire Mme Dugault et nomme à sa place... Mme Bacon, la personne qui avait refusé de s'allier avec B. Piriou pour les municipales ! Face à ce piège grossier Bruno Piriou et ses colistiers décident de se présenter seuls.

Carlos Da Silva, quant à lui, se positionne, sur la liste socialiste-EELV, comme suppléant, préférant envoyer Jacques Picard (EELV) faire la sale besogne de contrer B. Piriou et ses colistiers.

Après ce mauvais coup, Manuel Valls est très inquiet pour sa circonscription : constatant que Carlos Da Silva est plus un apparatchik que quelqu'un doué pour être élu, il envisage son parachutage en Haute-Marne pour les prochaines législatives...

Maurice Lapointe

(*) URL source : <http://blogs.mediapart.fr/blog/georges-kaplan/260315/corbeil-essonne-la-gauche-seffronde-dans-le-fief-de-manuel-valls>

Résultats comparatifs élections cantonales 2011 et départementales 2015 à Villabé

2011	Votants : 1250 (42,29 %)	2015	Votants : 1654 (49,93 %)
	B. PIRIOU : 323 (25,84 %)		B. PIRIOU : 304 (19,21 %)
	PS : 431 (34,48 %)		PS-EELV : 403 (25,47 %)
	FN : 264 (21,12 %)		FN : 464 (29,32 %)
	Droite : 218 (17,44 %)		Droite : 411 (25,97 %) deux listes

CONTRADICTIONS

Dans sa dernière « lettre » (mars 2015) le maire se félicite de la future fusion des agglos centrées sur Evry et Corbeil-Essonnes.

Il précise : -« *Mon souhait de voir Evry et Corbeil-Essonnes travailler ensemble se concrétise enfin !* » Que ne l'avait-il dit dans sa campagne électorale ?

Dans le même temps il applaudit à cette nouvelle entité de 330 000 habitants après en avoir exprimé la crainte lors d'un conseil municipal. Est-ce ainsi, comme il l'a écrit dans un de ses tracts, qu'il rendra « *sa place à Villabé au sein de la communauté d'agglomération* » ?

ENCORE DES CONTRADICTIONS !

Dans cette même « lettre », Monsieur Dirat évoque les « *folles rumeurs qui circulent sur le Cirque de l'Essonne* ». « Evryaggllo » de février dernier nous montre la maquette du projet de construction de nouveaux logements dans la zone dite des Coudras. « *L'espace est privilégié - est-il écrit - puisqu'il se trouve en bordure du Cirque de l'Essonne...* » En bordure ?

Il ne faut pas « chipoter » : les Coudras et le chemin des Bas Cornus, pour tous les Villabéens, sont partie intégrante de notre « poumon vert » qu'il faut préserver comme l'engagement en a été pris.

D'ailleurs Mme Sylvie Franck, candidate sur la liste de M. Dirat, n'écrivait-elle pas : « *Je suis attachée à la préservation du Cirque de l'Essonne. La municipalité actuelle n'a jamais cessé d'entreprendre des projets qui ont gravement endommagé cet espace... Le PLU prévoit de nouvelles constructions, chemin des Bas Cornus qui vont une nouvelle fois détruire une partie de cet espace protégé, sans compter les problèmes de circulation qui vont s'accroître. Je m'engage...* ».

Il est heureux qu'un collectif de citoyens se soit constitué et a initié une pétition largement signée pour s'opposer à ce projet qui, s'il se réalisait, serait une nouvelle amputation de cette zone verte.

NON À UNE « BÉTONITE »

M. Dirat, dans un de ses tracts pré-électoraux, affirmait être déterminé à « *préserver l'âme de notre village* ». Dans un autre, il précisait vouloir « *moderniser notre commune en préservant son esprit* « village ». Si l'on fait le total de ses projets en matière de constructions de logements, nous dépassons largement les 600 !

D'ores et déjà, lors d'une réunion du conseil municipal, il a contesté l'expression de « *village* » pour notre commune ; une autre fois, avec son adjoint aux finances, il justifiait les appétits des promoteurs nécessairement à prendre en compte lors de constructions nouvelles.

Certes des logements sont à construire à Villabé, ne serait-ce que pour respecter la loi SRU, mais on doit refuser une « *bétonite* » comme l'ont réalisée ses amis politiques dans la commune voisine. Rappelons, par ailleurs, l'engagement de notre édile à préserver « *l'équilibre entre habitat pavillonnaire et logements collectifs* ». A suivre de près...

UN PONT EN OR !

« Evryaggllo » de ce mois nous présente « *le nouveau look du pont d'entrée de la ville* ».

En fait, il s'agit de l'entrée d'Evry-Courcouronnes. Une rénovation évaluée à 1,5 M € pris en charge par la communauté d'agglomération, donc y compris par notre commune qui aura dû, par exemple, se contenter d'un conservatoire en préfabriqué inadapté aux besoins. Il est des choix révélateurs



Comme les années précédentes, nous serons présents place Roland-Vincent pour vous proposer le muguet de la fraternité et du bonheur mérité par tous. N'hésitez pas à venir nous voir.

LOI MACRON : INEFFICACE ET DANGEREUSE

Elle doit être retirée car elle est le reflet d'une politique libérale néfaste largement contestée

A lors que les résultats des dernières élections appellent des changements de politique immédiats pour sortir notre pays de la crise, Manuel Valls s'obstine dans la poursuite d'une politique libérale néfaste largement contestée. C'est ainsi que la loi Macron, pour l'adoption par l'Assemblée nationale, a nécessité le recours à l'article 49-3, comble de démocratie

Cette loi dite « *pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques* » serait censée permettre une relance de l'activité économique, et donc de l'emploi, par un allègement des « *contraintes imposées aux employeurs* » par la protection des salariés, des privatisations et un renforcement de la concurrence dans certains secteurs économiques.

Pourtant l'autorisation donnée aux employeurs du commerce de faire travailler le dimanche et la nuit n'accroîtra pas le pouvoir d'achat des clients et donc le chiffre d'affaires et l'emploi dans ce secteur. Elle ne fera que remplacer les petits commerces indépendants des centres-villes par des salariés précaires travaillant dans les enseignes de la grande distribution.

Rien ne montre non plus un accroissement des possibilités d'embauche pour ceux qui sont à la recherche d'un emploi, qui découlerait d'une simplification des procédures de licenciements et d'une réduction du coût des « *plans de sauvegarde des emplois* » pour les grands groupes.

Enfin, croit-on réellement que la remise en cause des tribunaux de prud'hommes et la suppression du risque d'emprisonnement pour entrave au bon fonctionnement des instances de représentation du personnel ou à l'organisation d'élections professionnelles seront à l'origine d'une accélération des investissements étrangers dans notre pays ?

Outre la casse du Code du travail, la loi Macron propose de vendre les bijoux de famille. La

vente des matériels appartenant au ministère de la Défense à des sociétés financières supposées prendre en charge leur entretien pour les louer ensuite au ministère (article 50) montre que la privatisation des autoroutes n'a pas servi de leçon.

On ne voit pas en quoi cela relancerait l'activité. Les autres privatisations prévues seraient, elles, justifiées par les investissements que l'Etat déjà endetté ne pourrait effectuer.

C'est ainsi que la loi propose la privatisation de GIAT industries, leader européen de l'armement terrestre, et sa fusion avec une société allemande, n'hésitant pas par cette opération à se priver de toute autonomie en matière d'armement, et que l'article 49 permet la privatisation des aéroports de Lyon et de Côte d'Azur, quitte à affecter la capacité des pouvoirs publics à guider le développement local.

Or, ces privatisations sont loin d'être justifiées, même économiquement, compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêts auxquels l'Etat peut emprunter pour assurer les investissements nécessaires à un développement de l'activité.

Seule la libéralisation des lignes de transport par autocar sur moyenne et longue distance serait susceptible de créer des emplois. Mais, compte tenue de la suppression des lignes inter-cités programmée par la SNCF, aucun solde positif ne serait obtenu.

La loi Macron doit être retirée. Une véritable réforme de l'emploi suppose la participation des salariés aux décisions de l'entreprise, une autre politique industrielle, la constitution d'un pôle financier public, la mobilisation des crédits bancaires au service de l'investissement, ainsi que le développement des services publics de proximité.

Antonio SEBASTIAN

Conseiller municipal Front de gauche